



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Invitation à rejoindre le mouvement

«Les exploitations agricoles familiales contribuent à assurer l’approvisionnement en nourriture de la population. Afin de mieux les soutenir, il est nécessaire de reconnaître la notion de souveraineté alimentaire, de renforcer le commerce équitable, ainsi que les droits des femmes au niveau agricole». Voici un extrait d’une déclaration remise à M. Johann Schneider-Ammann dans le cadre de l’année internationale de l’agriculture familiale par cinq organisations: Union Suisse des paysans, Union suisse des paysannes et des femmes rurales, Helvetas, Swissaid et le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB).

Uniterre ne peut que soutenir cette revendication centrale de la déclaration. Il est néanmoins surpris que pour l’heure, aucune des cinq organisations citées plus haut, n’ait rejoint le comité de soutien à l’initiative «Pour la souveraineté alimentaire. L’agriculture nous concerne toutes et tous» lancée le 30 septembre 2014. Pourtant l’initiative offre l’opportunité de demander à la Confédération de faire des pas très concrets en ce sens. Si ces organisations demandent que la notion de souveraineté alimentaire soit reconnue par la Suisse, que cette notion a été développée par la Via Campesina et que le texte d’initiative en découle directement, il paraît évident qu’elles aspirent à rejoindre le comité de soutien.

Nous espérons que cette absence n’est que provisoire et qu’elle est due à la période estivale peu propice pour que les comités prennent des décisions. Nous n’avons qu’un mot à la bouche: «bienvenus»! C’est une belle aventure, de la matière à débattre en profondeur, des perspectives de véritables changements dans les politiques agricoles et alimentaires. Déjà, une trentaine d’organisations ont signalé leur adhésion et c’est loin d’être fini. Vous pouvez les découvrir sur le site www.souverainete-alimentaire.



En Suisse, en Europe, Afrique, Asie et Amérique, il est temps de mettre en oeuvre la souveraineté alimentaire.

ch. Nous avons souhaité cette initiative forte, portant une véritable vision d’avenir pour les familles paysannes comme pour toutes les personnes qui s’alimentent au quotidien. Le soutien qu’elle reçoit grandit, il est divers car elle touche plusieurs secteurs de la société et que toutes et tous se sentent concernés, à leur niveau.

L’initiative populaire est un outil pour faire progresser la souveraineté alimentaire dans notre pays et par ricochet, dans d’autres régions du monde. Elle est capitale à la sensibilisation de la population. Mais elle ne se suffit pas à elle seule. Elle se nourrit des dynamiques sur le terrain, des actions de toutes celles et ceux qui appliquent la souveraineté alimentaire au quotidien, dans leurs champs, leurs jardins, leurs communes, leurs cantines, leurs cuisines. La richesse des démarches de souveraineté

alimentaire au plan local sont le réservoir de l’initiative. En contrepartie, le succès d’une telle initiative permettra de garantir la pérennisation de ces petites révolutions de nos modes de production, transformation, commercialisation et consommation qui n’aspirent qu’à se multiplier. Car soyez-en sûrs, tant qu’elles resteront cantonnées à un niveau «acceptable», qu’elles ne seront pas perçues comme une menace, elles ne seront que peu entravées. Mais qu’elles s’aventurent à dépasser cette limite et il ne faudra pas longtemps pour que la tête qui émerge soit coupée sans ménagement.

Alors uni-e-s et gagnant-e-s: à toutes celles et ceux qui veulent fouler cette nouvelle voie, nous adressons un cordiale et chaleureux bienvenu. A chaque occasion, faites signer l’initiative!



Pages 2-3

Membres d’Uniterre

VitaVerDura



Page 5

Initiative

Nous soutenons!



Page 6

Lait

Tsunami laitier?



Page 7

International

La terre de Palestine

MEMBRES D'UNITERRE

VitaVerDura, plus qu'une épicerie en ligne de produits locaux

VitaVerDura, sise à Rolle, commercialise des produits locaux depuis maintenant quelques années, de Lausanne à Genève. A sa tête, deux copains du coin au passé de voyageurs, qui, après avoir vécu en Chine, ont décidé de s'engager pour les paysans, les artisans et les mangeurs d'ici afin de lutter contre le gaspillage des denrées alimentaires et baisser l'emprise de la consommation sur l'environnement. En 2011, ils fondent leur entreprise et obtiennent rapidement de la sympathie des paysans, des artisans et des pêcheurs des alentours. Uniterre vous propose un entretien avec Jean-Marc Imhof, l'un des deux fondateurs.

Avant de faire l'historique de l'entreprise, pouvez-vous nous décrire VitaVerDura aujourd'hui?

Aujourd'hui VitaVerDura est d'abord un réseau de mangeurs et de paysans, amateurs de bons produits locaux, qui s'étend de Lausanne à Genève. Avec mon associé, Joel Saurina, nous avons développé une plate-forme internet interactive et un appareil de logistique pour relier la terre à l'assiette. Aujourd'hui nous livrons entre 200 et 300 paniers de légumes et de fruits par semaine, nous employons sept personnes dont trois à temps plein et nous achetons les produits de nonante paysans, artisans et pêcheurs.

En parlant de paniers de légumes, vous faites clairement un rapprochement avec l'agriculture contractuelle de proximité?

Non, nous ne faisons pas de l'agriculture contractuelle de proximité au sens défini par la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité (FRACP). Chez nous les producteurs et les mangeurs ne sont pas engagés sur l'année. Il n'y a pas de contrat ni de cotisation. Cependant, dans la formule «panier», il y a un engagement sur le nombre de livraisons et le type de paniers (fruits, légumes, grandeur, bio, etc.) et un paiement à l'avance.

Chaque semaine nous appelons nos fournisseurs pour connaître la disponibilité des produits. Puis nous mettons ces derniers sur le site. Chaque jeudi nous contactons nos abonnés via e-mail et nous leur proposons une composition pour chacun des types de paniers. L'abonné peut dès ce moment en modifier – ou pas – le contenu à sa guise, jusqu'au dimanche soir. Il peut modifier les types de légumes mais également compléter son panier avec d'autres produits locaux et artisanaux. Il est intéressant de constater que 50% de nos clients ne modifient pas le contenu du panier. Ils prennent ce que nous leur proposons. Toutes les modifications se font sur le site de l'entreprise, via un login personnel. Chaque dimanche soir, à 19h30 précises, le système informatique génère automatiquement la planification des livraisons et les commandes aux fournisseurs pour la semaine.

Dès lundi nous allons chercher les produits. Pour la viande et le poisson frais notamment, nous nous approvisionons

chaque jour. Les paniers sont préparés à Rolle et les livraisons débutent le mardi matin. Nous livrons à domicile avec des véhicules fonctionnant au gaz naturel. Consécutivement à la livraison, la valeur de la commande est débitée du porte-monnaie virtuel du client. Pour des raisons d'économie d'échelle nous avons fixé un prix minimum par type de panier et par livraison.

Nous avons des demandes qui viennent de partout. Malheureusement, pour des raisons évidentes de logistique de transport, nous ne pouvons les honorer. L'idéal serait que d'autres VitaVerDura se développent dans d'autres régions de Suisse. Nous ne voulons pas l'exclusivité, au contraire. Si des personnes souhaitent reprendre le concept et le développer ailleurs, avec d'autres pay-

D'une manière générale nous sommes fidèles à nos fournisseurs, surtout si la qualité est au rendez-vous. Nous ne cherchons pas mettre les gens en concurrence pour un produit équivalent. Nous n'allons pas chercher le plus possible de producteurs de carottes et commencer à faire de la sous-enchère et tirer les prix vers le bas. Nous ne négocions pas ou très peu les prix, sauf en cas d'excès manifestes. Les tables de prix de la vente directe et des prix du marché sont connus de toutes et tous. Nous préférons des prix stables par produit sur l'année. Nous avons tout intérêt à ce que nos fournisseurs soient encore là demain et après-demain. Nous ne voulons pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

La plate-forme internet permet de mettre en avant des nouveaux produits, disponibles en petite quantité ou d'informer les mangeurs qu'actuellement tels ou tels produits sont en pleine production et qu'il serait dommage de ne pas en profiter, sans pour autant casser les prix.

Cette mise en avant des produits stimule, chez nos fournisseurs, le développement de nouveaux produits. Ces derniers titillent bien souvent le palais de nos clients qui se laissent souvent tenter par l'inconnu. C'est très apprécié de toutes et tous. Nous ne demandons pas non plus l'exclusivité des ventes.

Le site permet également une grande transparence. A côté de chaque produit, nous mettons le nom du paysan ou de l'artisan qui l'a fabriqué, avec un petit descriptif de son entreprise et du lieu.

La communication régulière avec nos clients et nos fournisseurs nous permet aussi de véhiculer des informations en temps réels et des recettes. C'est aussi un service qui est très apprécié, comme dans l'agriculture contractuelle j'imagine.

Justement, comment s'est développée cette entreprise. Quel chemin avez-vous parcouru pour en arriver là?

En fait, tant Joel que moi-même, nous ne sommes pas du «sérial» comme on dit. Nous venons du tourisme. Nous avons parcouru le monde de long en large et en travers. Nous avons vécu une longue période en Chine. Ces voyages nous ont ouverts les yeux sur la réalité de notre planète, sur les problèmes socio-économiques et environnementaux. Les transports inutiles, le gaspillage



Marché en collaboration avec Slow Food dont Jean-Marc Imhof est un membre actif.

Vous livrez dans quelle région?

Essentiellement sur La Côte. Une grande partie de nos clients habitent entre Morges et Nyon, mais nous allons jusqu'à Lausanne. Nous desservons aussi Genève. Cependant, livrer au bout du lac prend beaucoup de temps car la circulation est difficile. C'est pourquoi nous avons trouvé un partenaire sur place. C'est la société Caddie Service qui fait ce travail à vélo.

Les livraisons se font par secteur géographique. Les clients de la région de Saint-Prex sont par exemple livrés le jeudi et ceux de Saint-Cergue le mercredi. Afin que les produits soient toujours frais, nous les préparons quelques heures seulement avant la livraison. Nous travaillons en flux tendu. Les produits de garde sont préparés à l'avance dès le lundi et les produits frais sont mis en panier le jour même.

Si des demandes de consommateurs au-delà de Lausanne arrivaient en nombre chez vous, livreriez-vous?

C'est une de nos préoccupations.

sans et d'autres artisans, nous sommes ouverts à la discussion. D'ailleurs, en 2014, un VitaVerDura s'est ouvert dans le Nord de la France. C'est un ancien collaborateur français d'une entreprise de logistique qui a repris le concept, en partenariat avec nous. Nous sommes très fiers de cette ouverture et nous espérons qu'elle se développera aussi bien que la nôtre.

Quelles relations avez-vous avec vos fournisseurs?

Pour nous, développer de bonnes relations avec nos fournisseurs est primordial. Nous ne pouvons vivre sans eux. Nous n'apportons que la logistique en fin de compte. L'entreprise ne vit qu'à travers les produits livrés et dans une moindre mesure grâce au service et au contact client. Si nous commençons à nous mettre nos fournisseurs à dos, alors l'entreprise pourrait voir sa notoriété rapidement s'effondrer. Le monde des artisans et de la paysannerie est petit. Les choses se savent rapidement. Nous n'avons donc pas droit à un faux pas.

MEMBRES D'UNITERRE

alimentaire, l'exploitation d'une partie du monde pour le bien être de l'autre partie, tout cela nous a profondément remué. De retour en Suisse nous voulions faire quelque chose d'utile pour réduire, à notre échelle, ces problèmes. Nous avons quitté le monde du tourisme pour nous lancer dans notre entreprise.

De suite nous avons opté pour le secteur alimentaire car nous sommes persuadés que les paysans et les artisans seront les acteurs clés du futur. Il ne faut absolument pas qu'ils disparaissent car une famille paysanne ou un boulanger qui disparaît ce n'est pas seulement des emplois qui partent mais tout un savoir-faire qui s'envole. C'est le fondement même de nos sociétés qui s'érode. En tant que consommateurs nous devons

cœur de la société. Nous avons réuni un capital financier entre les amis et la famille et c'est en juillet 2011 que nous avons créé la société anonyme VitaVerDura. Ensuite, nous avons dû trouver et convaincre nos fournisseurs, trouver des produits et développer, programmer l'outil informatique. Ce n'était pas une mince affaire. C'est finalement le 28 octobre 2011 que nous avons livré nos premiers paniers. Notre projet se réalisait. Depuis nous nous sommes développés et nous avons engagé du monde pour nous seconder. Nous recherchons d'ailleurs encore des producteurs, notamment de lait, pour renforcer notre offre en produits laitiers. Si cela peut intéresser des producteurs de la région, on ne sait jamais.

là où vivent et consomment les gens. Nous cherchons également à toucher la clientèle internationale importante dans la région. Nous pensons d'ailleurs un jour traduire le site en anglais.

Vous êtes récemment devenu membre d'Uniterre, pourquoi cet engagement? Qu'est-ce que le syndicat peut vous apporter?

Je pense que le syndicat Uniterre défend des idées qui sont très proches des miennes. Je n'ai adhéré que dernièrement car je ne savais pas que des non-paysans pouvaient s'inscrire et soutenir le mouvement. J'ai adhéré aussi car je sais qu'Uniterre soutient le développement des alternatives aux grandes filières de distribution. Cela me correspond. J'apprécie aussi l'indépendance politique et financière d'Uniterre. C'est une des seules structures paysannes dans laquelle les membres sont réellement en mouvement. Ils bougent et s'engagent.

Pour moi, favoriser et défendre l'agriculture paysanne et le commerce équitable et de proximité en Suisse, mais également partout dans le monde, est une des causes les plus nobles, justes et primordiales à mes yeux, pour l'avenir de nos sociétés et de notre planète.

La revendication internationale du mouvement La Via Campesina et le travail d'Uniterre pour faire avancer ces revendications au plan local sont très importantes. Personnellement je ne me suis pas encore penché en détail sur le contenu de l'initiative populaire qui sera lancée prochainement, mais je vais m'y atteler.

Pour en savoir plus www.vitavervura.ch

Propos recueillis par Nicolas Bezençon



faire des choix de consommation et éviter le gaspillage de nos ressources énergétiques et alimentaires. Mais pour offrir ce choix, il faut proposer des alternatives. Nous voulions en créer une. C'est donc dans cet esprit que VitaVerDura SA est né en 2011.

Au début, nous ne savions pas quoi faire. Nous observions ce qui se passait du côté de l'agriculture contractuelle de proximité. Nous aimions beaucoup ce lien fort entre les paysans et les mangeurs. Nous observions aussi le développement de projet comme «Marché durable» ou «La belle Bleue». Ces derniers souhaitaient s'implanter sur Vaud-Genève. Nous nous sommes approchés d'eux mais le courant n'a pas passé. Leur philosophie était un peu différente de la nôtre. Nous avions aussi des contacts avec Olivier Amrein, l'un des fondateurs d'«Espace-Terroir à Genève. Leurs idées étaient intéressantes mais nous voulions développer un rapport plus dynamique entre les paysans et les mangeurs. Nous cherchions à développer une sorte d'hybride entre l'agriculture contractuelle, la vente en ligne et la vente directe. Nous avons donc développé notre propre plateforme internet qui est aujourd'hui le

Comment voyez-vous le développement futur de VitaVerDura?

Des projets, nous en avons plein la tête. Nous n'avons juste pas le temps de les développer (rires). Dernièrement, suite à des discussions avec un apiculteur de la région et un producteur de fruits, nous avons lancé un concept visant à pérenniser l'avenir de l'abeille, notamment par la réintroduction à terme de l'abeille sauvage. Nous proposons à nos clients de parrainer annuellement des ruchers. Nous souhaitons aussi renforcer la visibilité et les rapports paysans-artisans-mangeurs en organisant des dégustations, des visites de fermes et d'autres manifestations du genre. Nous collaborons étroitement avec Slow Food pour développer différentes activités autour de l'alimentation et du goût. Nous pourrions encore favoriser le développement de nouveaux produits, notamment dans le secteur laitier, qui est en crise.

L'essaimage de VitaVerDura nous tient aussi à cœur. Nous serions très favorables à ce que d'autres reprennent le concept, ailleurs, dans d'autres régions avec d'autres fournisseurs.

Nous souhaitons également développer les livraisons en entreprise,



Jean-Marc Imhof.

Agriculture contractuelle à Nyon, le projet avance

Le groupe de travail d'une quinzaine de personnes s'est maintenant rencontré à plusieurs reprises, dans des locaux mis à disposition par la Ville de Nyon.

Des consommateurs, pour certains d'entre-deux déjà bien engagés dans la vie associative locale, ont du plaisir à discuter avec les producteurs. Ils sont prêts à mettre leurs compétences au service de ce projet commun. Les producteurs, de leur côté, prennent petit à petit la mesure et les implications que ce projet engendrera sur l'organisation du travail à la ferme. Bref, «le courant passe» comme on dit dans la région.

Lors de la dernière séance, le groupe a découvert les différentes formes d'organisations et de statuts qui existent déjà en agriculture contractuelle. Le groupe n'a pour l'instant pas fait son choix définitif et souhaite approfondir le sujet. Il s'est également exprimé sur le contenu de la Charte de l'agriculture contractuelle de proximité. Il est largement partagé. Un point important pour partir sur de bonnes bases, communes à toutes et tous.

Chacun s'est ensuite exprimé sur ses envies en terme de produits, de qualité et de diversité. Les produits frais tiennent ont bien entendu la cote, mais le groupe apprécierait des produits de garde comme des jus, des huiles ou des produits artisanaux.

Pour la suite, le groupe a manifesté son envie de rencontrer des personnes déjà actives dans des structures existantes. Il souhaite se déplacer pour voir «en vrai» comment cela fonctionne et pouvoir discuter avec les producteurs et les consommateurs. La rencontre devrait se faire à Lausanne ou à Genève. Aucune date n'est encore arrêtée, mais elle pourrait bien se faire cet automne.

NB

La ligne nature

MetraBOL

BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral

TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol

en cas de cellules
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

INITIATIVE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

L'agriculture nous concerne toutes et tous

Nous y sommes, l'initiative est en route! Elle bénéficie d'un soutien d'organisations diverses, bien implantées dans le territoire. Présence qui nous permettra de mettre en place une campagne de récolte de signatures efficace et originale. Que ce soit la composition du comité d'initiative, comme la diversité des organisations membres du comité de soutien, elles illustrent un large soutien de la société civile ce qui est plus que réjouissant! Si les membres et les sections d'Uniterre doivent donner l'impulsion de départ pour organiser des stands de récolte de signatures, mais aussi pour constituer l'âme de l'initiative, ils peuvent compter sur cet appui militant de divers origines.

Extraits de la conférence de presse

Lors de la conférence de presse, quatre intervenant-e-s se sont succédés pour aborder différents angles de l'initiative. **Pascal Corminboeuf, ancien Conseiller d'Etat du canton de Fribourg** a cité Edgar Pisani, ancien ministre de l'agriculture: «Malheur au pays qui confie à d'autres le soin de produire sa nourriture». Selon Pascal Corminboeuf, «depuis 30 ou 40 ans on a perdu, autant chez les producteurs que chez les consommateurs, le lien direct entre la nourriture et la santé. Ce que notre corps fait de cette nourriture et les conséquences directes d'une nourriture déséquilibrée, anémiée ou additivée sur notre santé. Le résultat ne peut être que des maladies nouvelles ou des cellules qui se dérèglent. On ne peut rester en bonne santé longtemps sans bien se nourrir». Il s'inquiète du fait que nous ne produisons guère plus que la moitié de ce que nous mangeons et que nous dépendons gravement des surplus de l'agriculture mondiale importées à des prix de dumping et produits souvent n'importe comment à cause de la fuite en avant imposée par l'OMC et les fabricants d'intrants. Pour conclure il assène: «Si l'on veut retrouver pour tous les habitants de notre pays une nourriture de qualité, il est urgent de prendre des mesures, de protéger nos terres nourricières et de rémunérer correctement nos producteurs de nourriture. C'est le but avoué et courageux de cette initiative que nous lançons et que nous soutenons».

Ulrike Minkner, vice-Présidente d'Uniterre a rappelé la nécessité d'aller au delà des perpétuels ajustement de rouages et de voir plus loin en développant «une nouvelle vision, un nouveau concept pour notre agriculture et notre alimentation». Elle relève la nécessité de provoquer «une rupture avec la tendance à l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation. La doctrine «croître ou céder» n'est pas une vision d'avenir, mais la fin de l'agriculture paysanne». Elle met en garde: «si la Confédération tarde à renoncer à sa stratégie de croissance, y compris le libre marché pour les biens agricoles, nous risquons la disparition totale de la petite paysannerie». Un secteur sans relève est sous perfusion. C'est pourquoi elle estime indispensable que des solutions soient trouvées pour faciliter l'accès à la terre pour les jeunes.

Selon elle, «les jeunes générations ne peuvent plus reprendre les fermes de plus en plus grandes en gardant foi en l'avenir – en raison de l'endettement et la pression financière que cela implique». La réduction du nombre des paysans et des paysannes provoquent des effets tels que le surmenage, burnout, pensées suicidaires et suicides. Pour favoriser l'augmentation du nombre de paysans et le développement d'idées novatrices, elle souhaite que la discrimination fondée sur la taille ou le type d'exploitation soit supprimée.

S'exprimant au sujet du marché indigène, elle rappelle les aberrations du secteur laitier et la nécessité, pour garantir un revenu juste aux paysans et mettre un terme à la baisse de prix aux producteurs, «de garantir plus de transparence, afin de permettre un commerce plus équitable tout en long de la chaîne de production». Selon Ulrike Minkner, «la création d'organisations paysannes doit garantir que l'offre des paysannes et des paysans corresponde aux besoins de la population». Enfin, pour conclure elle rappelle que «l'agriculture et la nourriture sans OGM sont des acquis importants pour la Suisse. Une grande majorité de la population est de cet avis et nous voulons l'ancrer dans la Constitution».

Troisième intervenant, **Fabian Molina des Jeunes socialistes suisses**, débute son intervention en affirmant que «seul un coup de frein à la logique du profit dans l'agriculture et la réalisation d'une participation démocratique de la population sur les questions agricoles et alimentaires pourront permettre une production et un commerce justes». Pour illustrer ses propos, il présente deux exemples. Le premier rappelle les conditions de travail précaires et inéquitables des travailleurs agricoles. «Dans certains cantons, les contrats de travail fixent des horaires hebdomadaires de 66 heures avec des salaires extrêmement bas. Ils ne sont pas soumis à la loi sur le travail (par exemple pas d'obligation de salaire plus élevés la nuit) et les contrats ne sont pas harmonisés sur le plan suisse». Pour le surplus, «de nombreux travailleurs agricoles sont étrangers et engagés avec des contrats à durée limitée ce qui les place dans des conditions très fragiles. Dès la fin du contrat ils sont renvoyés chez eux». Pour Fabian Molina, il est temps de changer de paradigme car «le but de l'agriculture est de prendre soin

des Hommes et pourtant le système actuel s'en éloigne puisque le profit passe avant».

Le second exemple illustre la nécessité d'avoir des règles démocratiques et sociales pour le marché mondial afin de lutter contre la pauvreté et la faim. «L'initiative contre la spéculation sur les denrées alimentaires lancées par notre parti a amorcé ce combat. L'initiative pour la souveraineté alimentaire le poursuit en prônant une agriculture plus juste seule à même d'améliorer les conditions de vie ici et là-bas».

Enfin, **Valentina Hemmeler Maïga d'Uniterre**, rappelle que «pour que le commerce international devienne plus équitable, il faut briser le tabou du libre-échange». Développée par des organisations paysannes du sud et du nord, la souveraineté alimentaire «n'a pas pour objectif de fermer les frontières, mais elle a comme principe que tout Etat puisse utiliser la frontière

comme instrument régulateur. Ceci dans l'optique de maintenir et développer nos agricultures locales, de tenir compte de la réalité des coûts et des normes différentes d'une région à l'autre, comme de ne pas inonder les marchés extérieurs avec des produits bradés à coup de subventions à l'exportation». Pour Valentina Hemmeler Maïga, «réguler le commerce ne signifie pas un repli sur soi ou l'autarcie. C'est bien plutôt d'illustrer le respect mutuel de nos agricultures paysannes». Elle achève sa prise de parole par la revendication que le droit commercial soit subordonné aux droits humains, notamment au droit à l'alimentation. Elle estime «qu'il est crucial pour ne pas dire vital de s'octroyer le droit de penser le commerce international autrement que comme il a été pratiqué ces dernières décennies. Pour que les échanges commerciaux alimentaires soient en priorité locaux et que le commerce international équitable devienne la norme et non l'exception.»

Mode d'emploi

Une initiative: obtenir, en 18 mois, 100'000 signatures de personnes ayant le droit de vote en Suisse, au niveau fédéral.

Par feuille, une commune politique

Bien respecter les cases dans les feuilles, ne pas les découper, les déchirer, elles doivent parvenir entières pour être par la suite validées par les communes.

Ayez toujours, dans votre voiture, dans votre poche, dans votre sacoche quelques exemplaires de l'initiative. Parlez-en autour de vous, faites signer vos collègues et ami-e-s.

Agenda-extraits

30 septembre: lancement de l'initiative, chaque semaine, les marchés, **3 au 12 octobre:** foire du Valais, **9 au 19 octobre:** Olma, **11 octobre:** relais de la journée européenne de mobilisation contre les accords de libre échanges-organisations de stands, **16 octobre:** journée nationale de récolte de signatures, **27 oct. au 2 nov.:** Salon des Goûts et Terroirs, Bulle, **14-16 nov.:** Slow Food Market, Zurich, **27-30 novembre:** Agrama.

Comment organiser un/des stands, des événements

Lancer un coup de fil à Lausanne: 021 601 74 67, demander la liste de contacts dans la région où vous souhaitez organiser le stand

Annoncer le nombre de feuilles de signatures dont vous avez besoin.

Demander les visuels, argumentaires ou flyers nécessaires.

Un groupe de personnes est à disposition pour vous épauler, pour mettre les bonnes personnes en contact, pour solliciter des intervenant-e-s au besoin et pour contacter la presse.

Pratique

Une adresse postale: Initiative souveraineté alimentaire, case postale 925, 1001 Lausanne

Un site: www.souverainete-alimentaire.ch

Des coordonnées bancaires: Banque Raiffeisen Basse Broye Vully, 1564 Domdidier. Clearing 80123 IBAN CH68 8012 3000 0028 4962 2

Uniterre, rte de la Bruyère 44, 1564 Domdidier, mention «initiative»

INITIATIVE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Nous soutenons!



«L'agriculture est un choix de société et l'initiative «souveraineté alimentaire» le conditionne! J'espère qu'elle réveillera les consciences et que les conditions de travail, surtout celles des salarié-e-s agricoles, pourront être améliorées!»

Philippe Sauvin



«Si l'agriculture doit être développée et vécue au plan local, les pieds ancrés dans nos terroirs, elle doit être alimentée par une vision internationaliste. Ainsi seulement nous ferons progresser le «bien vivre» pour les différents peuples.»

Balthasar Glättli



«Économie sans croissance, une utopie? Produire qu'en fonction des besoins des Hommes, en tenant compte de la nature et de tous les être vivants? Chaque soir je me pose les questions:

1. Qu'est ce que cette journée a

changé dans ma vie?

2. Quelles attentes ont été remplies, lesquelles non?

3. Quels sont les souvenirs que je conserverai?

4. Comment cela continuera demain?

5. Comment je réalise le meilleur de ma vie?

6. Combien de temps ai-je consacré aux autres humains, êtres vivants?

7. Comment est-ce que je trouve le temps pour le repos et le délassément afin de ne pas perdre mes forces?»

Jörg Rechsteiner



«L'agriculture est le pilier qui soutient le développement, l'organisation et le maintien des civilisations.

Une agriculture souveraine, diversifiée et juste qui promeut la résilience écologique et économique est un minimum nécessaire pour le maintien d'une société pacifique sur le long terme.

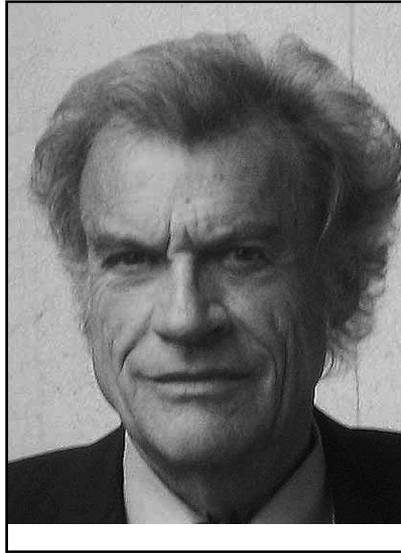
L'initiative «Souveraineté alimentaire» est une première tentative de réforme en profondeur d'un système de production qui a oublié la Terre et les Hommes.»

Luigi D'Andrea



«Je soutiens cette initiative pour le plaisir de croquer dans une vraie tranche de démocratie assaisonnée avec une bonne dose d'humanisme, sans l'arrière-goût du profit obligatoire, mais le fumet de la solidarité !!!!!»

Pierre-André Tombez



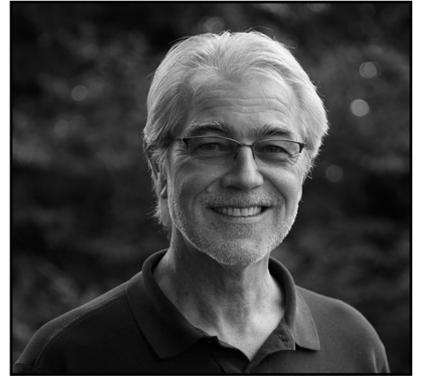
«L'initiative, propose des alternatives à l'industrialisation rampante de notre alimentation et à notre perte de pouvoir sur celle-ci. Elle donne plus de pouvoir aux paysans contre la tendance à la croissance du commerce/grands distributeurs et des transformateurs et de leur concentration sur le plan international. Elle permet que les consommateurs soient mieux informés sur les conditions de production des denrées alimentaires au champ comme à l'étable et que les fermes -en dialogues constant avec les consommateurs- soient régionalement plus diversifiées, produisent de la biodiversité et s'adaptent mieux à la nature et aux besoins vitaux des consommateurs.»

Hans Bieri



«La réalité aujourd'hui, c'est que l'alimentation est suffisamment bon marché et que si elle le devient encore plus, c'est pour se soumettre aux diktats des industries multinationales agro-alimentaires. Il n'y a aucune raison d'accepter le futur qu'ils nous préparent: être pauvres et obèses avec une nourriture de mauvaise qualité. Il faut simplement payer au juste prix le travail agricole. Mais pour cela, il faut que les intermédiaires cessent de s'en mettre plein les poches.»

Josef Zisyadis



«C'est un pas vers un changement indispensable de direction allant vers une agriculture plus sociale et écologique. J'ai moi-même thématiqué, lorsque j'étais co-Président du rapport mondial de l'agriculture, l'importance de l'accès aux semences, de conditions de travail attractives dans l'agriculture paysanne et d'un positionnement critique sur les OGM. Je salue le fait que ces thèmes soient abordés en Suisse. Mais en Afrique comme dans les instances onusiennes, il existe encore un besoin d'action et je m'engagerai avec la Fondation Biovision afin d'opérer ce changement de paradigme.»

Hans Rudolf Herren



«Cette initiative est en phase avec les revendications de nos collègues de La Via Campesina. Elle propose une troisième voie crédible pour l'agriculture et l'alimentation en Suisse et place les Humains au centre du débat alimentaire. Pour que le commerce équitable devienne la norme; partout. Pour que l'agriculture et l'alimentation soient l'affaire de toutes et tous.»

Valentina Hemmeler Maïga

UN SITE, TOUTES LES INFOS

www.souverainete-alimentaire.ch

LAIT

Alerte rouge dans le secteur laitier européen

Depuis un an la filière laitière est sur son petit nuage... Tout va bien: le prix du lait, la demande mondiale, la météo avec des fourrages et des céréales en abondance, donc une collecte qui a fortement augmenté et qui nous permettra de faire le plein de notre quota national, juste avant sa disparition en avril prochain. Il serait temps que les prophètes de malheur reconnaissent enfin qu'ils ont eu tort d'annoncer cette sortie des quotas comme une catastrophe nationale, européenne voire mondiale! Apparemment tout va bien: le prix du lait devrait rester élevé pour rattraper l'écart avec le prix allemand, la croissance de la collecte s'est prolongée l'été, la France est bien verte, les maïs sont beaux et le prix des céréales est en baisse du fait d'une très bonne récolte mondiale. Donc, toutes les conditions semblent réunies pour produire plus, ici en France, chez nos voisins européens, voire au-delà!

Mais en levant la tête, on voit arriver de gros nuages, porteurs d'un autre message: depuis janvier 2014, la collecte a progressé de 6% en France mais aussi de 5% pour l'ensemble de l'UE; soit 3.5 Mt en plus pour le 1^{er} semestre. Comme personne ne parle d'excédents et de baisse du prix du lait, les éleveurs disposant de fourrages en abondance, vont continuer à produire beaucoup. Ils ont d'ailleurs gardé plus de vaches et de génisses en vue de la fin des quotas. Alors «si on peut produire plus tout de suite et dans de bonnes conditions, pourquoi s'en priver, ce d'autant qu'il n'y aura pas de pénalités(?) car la France est en sous réalisation depuis 2009»! Cela vaut aussi pour d'autres pays de l'UE dont le Royaume Uni qui voit sa collecte décoller de plus de 10%, la Pologne et les pays Baltes de 7.5 à 12.5%. Il n'est donc pas stupide de penser que la collecte laitière de l'UE 2014 pourrait être supérieure à 2013, de 5 à 7 Mt que nous transformerons essentiellement en poudre et autres ingrédients pour le marché mondial.

Un marché mondial limité avec 3 exportateurs principaux: l'UE, La NZ et les USA.

En Nouvelle Zélande aussi le prix du lait a été particulièrement élevé depuis un an (400€/t depuis janvier) et la collecte a cru de 10% environ soit +2 Mt pour le marché mondial. La nouvelle campagne laitière vient juste de démarrer, avec de bonnes conditions météo, un effectif de vaches record et une excellente trésorerie permettant d'acheter ou non du concentré selon la rentabilité à court terme. Même si le prix du lait descendait à 200 €/t ces éleveurs résisteraient sans peine. Or le prix de base annoncé par Fonterra pour 2014-15 serait de 260 €/t, (6\$ NZ /KG MU contre 8.5 en janv-avril 2014, soit une baisse de près de 30%).

Aux USA le prix du lait a aussi dépassé les 400 €/t et devrait se maintenir à un niveau élevé les prochains mois. Le prix de l'aliment étant en baisse et les effectifs de vaches en hausse, la main d'œuvre mexicaine toujours aussi bon marché, la production est en hausse, de l'ordre de 2% et devrait se renforcer d'ici la fin de l'année. Le nouveau dispositif de garantie de marge sur coût alimentaire (Far Bill 2014-2018) se met en place dès septembre et sera

pleinement opérationnel dès 2015. Il est ouvert à tous les producteurs quelle que soit la taille du troupeau. C'est un sacré filet de sécurité, surtout pour les très gros troupeaux hors sol... D'où un surplus pour le marché mondial de 2M t en 2014 et davantage en 2015...

Le volume de ce marché mondial étant de l'ordre de 55 à 60 Mt équivalent lait, le surplus de lait de ces trois (UE, USA

FNPL, en affirmant qu'elle disposait désormais des outils suffisants pour gérer les crises via l'intervention, bien mieux qu'en 2009! (réponse d'un chef de la Direction générale de l'Agriculture (DG Agri) en avril 2013 à René Souchon rapporteur de l'avis du Comité des Régions sur les risques liés à la fin des quotas laitiers). Certes Dacian Ciolos a toujours été nettement

y arriver en mobilisant tous les acteurs et notamment les coop, la R&D et les pouvoirs publics. L'Irlande a les coûts de production les plus bas de l'UE (150€/t hors main d'œuvre familiale) et elle peut produire beaucoup plus de lait à l'herbe en réduisant le troupeau allaitant bovin et ovin. La plupart de ses producteurs peuvent survivre avec un prix d'intervention UE de 215 €/t Mais pas nos éleveurs en France, ni dans la plupart des pays de l'UE... Alors tant pis pour nous et les autres?

La Bretagne veut suivre l'exemple irlandais, en copiant les Danois. Le 11 septembre dernier tous les acteurs de la filière laitière bretonne étaient réunis à Rennes pour lancer le plan de croissance laitière 2015-2020, pour l'après quotas permettant enfin «de libérer toutes les énergies» de cette région. Les chambres d'agriculture ont examiné différents scénarios de développement de la filière et les responsables professionnels veulent privilégier celui qui conduit à produire un milliard de litre de lait en plus d'ici 2020 (soit 15-20% de lait en plus avec moitié moins de producteurs. Les groupes laitiers Sodiaal et Laïta avaient déjà affiché des projets de croissance équivalents. Au niveau de l'offre et de la transformation cela semble jouable, donc le mot d'ordre est clair «la Bretagne doit foncer pour ne pas se faire doubler par d'autres régions ou pays» Mais pour quels marchés, avec quels produits? La course aux volumes et aux produits industriels est repartie comme en 1970...mais désormais sans filet de sécurité. Après le poulet et le porc, les éleveurs laitiers bretons paieront cher à leur tour... mais en appelleront encore à la solidarité nationale et européenne. Alors qu'ils auront fait le vide dans beaucoup d'autres régions, juste en voulant produire plus, sans regarder au-delà de leur bonnet rouge!

Mais la prochaine crise laitière pourrait bien vite calmer ces ardeurs ici et aussi faire beaucoup de dégâts partout ailleurs, en France et en Europe! Et depuis 2009, elle n'a jamais été aussi proche.

André Pflimlin

Auteur de «Europe laitière; valoriser la diversité pour construire l'avenir» Editions France Agricole Nov. 2010



NZ) sera l'ordre de 10 Mt sur un an, soit +17-18% en regard d'une demande en produits laitiers assez rigide (+1-1.5% au niveau mondial) Le marché mondial était tiré par les achats chinois... mais ces derniers semblent avoir fait le plein de stocks et leurs achats se sont ralentis. Et la conjoncture internationale n'est pas très porteuse, pour ne pas dire déprimée... même si les fondamentaux restent bons à plus long terme. Mais c'est surtout l'embargo russe sur les produits laitiers UE qui pèse lourd immédiatement sur nos exportations donc sur nos surplus de fromages, ingrédients et poudres. L'ensemble de nos exportations UE représente 1.5% de la production UE (moins d'1% pour la France mais plus de 20% pour les Pays Baltes et la Finlande) En clair, pour l'UE, il faut rajouter ces 1.5% aux 5% de surplus de production à exporter.

La Commission semble surtout s'inquiéter de l'embargo russe et laisse filer notre surproduction. Elle a tout fait pour décrédibiliser le projet Dantin (PE) d'une régulation volontaire indemnisée, soutenue par l'EMB et même par la

plus attentif (que la DG AGRI) et plus soucieux des risques de dérapage de la production laitière et des prix. Il l'a encore dit lors de la conférence laitière du 24 septembre 2013 à Bruxelles mais il ne peut pas remettre en cause la stratégie libérale de la Commission validée par le Conseil et par le Parlement européen. Il a cependant mis en place un observatoire du marché laitier accessible à tous et actualisé chaque semaine, permettant de bien suivre la montée de la vague laitière.

Cette Commission va changer, le Roumain Dacian Ciolos sera remplacé par l'Irlandais Phil Hogan sauf avis défavorable du PE. JC Juncker a adressé une lettre de mission à tous ses commissaires fixant les priorités, notamment pour la mise en œuvre de la PAC 2014-20. Rien ne permet d'espérer un infléchissement de la stratégie libérale de la Commission: sûrement pas Juncker et sa nouvelle Commission. Sûrement pas Phil Hogan, un Irlandais, missionné par un petit pays qui rêve de produire 50% de lait en plus. Un pays qui s'est mis en ordre de marche pour

INTERNATIONAL

Palestine: cultiver c'est résister

Si les projecteurs ont été tournés vers Gaza pendant l'été en raison de la brutale agression israélienne sur ce minuscule territoire, il ne faut pas oublier qu'elle n'est «qu'un élément de plus» à une occupation civile et militaire de la Palestine qui dure depuis 66 ans. L'occupation du territoire au fil des décennies a été planifiée pour prendre possession des zones les plus fertiles et les plus riches en eau. C'est particulièrement criant en Cisjordanie où les colonies de peuplement comme le mur d'annexion ont été placés à dessein pour tirer un maximum de profit de cette terre. L'agriculture, dont l'outil de travail est justement la terre, en paie un lourd tribut.

Pour pratiquer l'agriculture, valoriser et commercialiser ses produits, un certain nombre d'éléments sont indispensables: des terres, de l'eau, des infrastructures de transport, des entreprises de transformation et une autorité sur les frontières. Or, tous ces éléments sont difficilement accessibles aux Palestiniens.

Depuis 1948, le territoire de la Palestine n'a eu de cesse de disparaître. Dans un premier temps, il a été confiné dans ce qui se trouve au delà de la frontière de 1967, soit environ 1/3 du territoire originel. Nombre de paysans ont perdu l'accès à leurs terres ancestrales. Le contrôle administratif des terres au sein des territoires occupés est également dépendant de la zone dans laquelle elles sont situées. La vallée du Jourdain, territoire palestinien fertile où poussent des cultures maraîchères et fruitières est en zone C (contrôlée civilement et militairement par Israël). Les Palestiniens n'ont par exemple aucune possibilité de construire un hangar de stockage ou de creuser un puits.



Des serres agricoles confisquées suite au tracé du mur.

Planification territoriale de l'occupation

Il y a une parfaite adéquation entre les cartes hydrographiques et la construction des colonies israéliennes en territoire palestinien. Il en est de même avec le tracé du mur qui permet de rattacher plus de 70% des colonies au territoire israélien. Les habitants des colonies consomment 6 fois plus d'eau que les palestiniens. Chaque colonie établit un espace dit de sécurité dans lequel les Palestiniens ne sont pas autorisés à entrer. Le mur est aussi un élément qui réduit quasi à néant la possibilité d'accéder à ses champs. Ainsi, petit à petit, l'espace disponible pour pratiquer l'agriculture se réduit comme peau de chagrin. Il en est de même à Gaza où l'ensemble des terres situées le long de la frontière ne sont plus accessibles, voire régulièrement détruites lors des incursions de l'armée israélienne.

Infrastructures routières à «deux vitesses»

Il y a deux réseaux routiers en Cisjordanie. Premièrement le réseau routier qui relie les colonies entre elles, inaccessible aux Palestiniens et qui découpe le territoire comme autant de frontières «intérieures». Deuxièmement, les routes palestiniennes qui sont régulièrement entravées par des «check point»/points de contrôle, plus ou moins sophistiqués mis en place par l'armée israélienne. Il peut s'agir de simples plots en béton qui sont posés au milieu de la route jusqu'à un système électronique ultra sophistiqué où tout passage de véhicule est prohibé. Ainsi, que ce soit les récoltes, les marchandises, voire les malades, ils doivent être transférés d'un véhicule à un autre. Évidemment, toutes ses entraves à la circulation des Hommes et des marchandises rendent l'économie inefficace. Il se peut que de la marchandise soit bloquée et pourrisse plusieurs jours à un check point. Les entreprises de transformation des produits ont été régulièrement bombardées et sont fortement concurrencées par leurs homologues israéliennes qui bénéficient d'une haute valeur ajoutée. Quant aux frontières «nationales», elles sont entièrement contrôlées par Israël. Ainsi l'Etat israélien encaisse «pour» la Palestine, les taxes à la frontière avec pour tâche de les reverser à l'Autorité palestinienne. Dans les faits, cette restitution sert de pression politique et de mesure de rétorsion. Tel a été le cas quant la Palestine a demandé d'adhérer à l'UNESCO; Israël a confisqué la somme due.

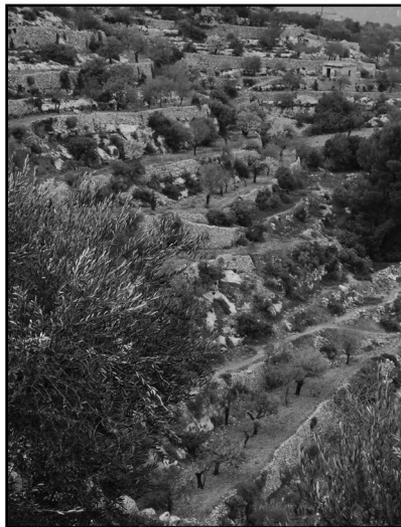
Dans de telles conditions, les paysans palestiniens doivent faire preuve de grande inventivité pour produire, transporter et commercialiser leur production tant sur le plan local qu'international.

Nous présentons ici brièvement deux projets développés par des organisations paysannes en Cisjordanie.

1 million d'oliviers pour la paix en Palestine

Depuis le début de la construction du mur en territoire palestinien, près d'un million d'oliviers ont été arrachés par les bulldozers israéliens. Certains d'entre eux étaient plus que centenaires. L'olivier est un symbole par excellence du patrimoine palestinien. Une bonne part de l'économie tourne autour de cet arbre. Fruits, huile, savons etc. sont la fierté des paysans et artisans palestiniens. Un groupe a donc décidé de replanter

la même quantité d'oliviers sur les terres si convoitées par la colonisation. Il faut savoir qu'Israël utilise une ancienne loi pour confisquer les terres des paysans palestiniens si ces derniers ne la travaillent pas pendant trois années consécutives. Or, entre les zones dites de sécurité, les parcelles placées aujourd'hui au delà du mur, il est évident que même le plus travailleur des Palestiniens ne pourra remplir cette condition. 5'000 paysans, les plus gravement touchés par la colonisation, ont perdu leur principale source de revenu. Ce projet veut leur offrir un nouveau départ.



Cultures en terrasse dans la région de Bethléem.

Le projet repose sur l'Arab Center for Agricultural development www.acad.ps

L'Association «Popular struggle coordination committee» www.popularstruggle.org et «Sunflower» assistent l'ACAD.

Avec 25.- les porteurs du projet pourront acheter et planter un olivier d'environ 70 à 100 cm qui produira d'ici 4 ans.

Pour faire un don: Collectif Urgence Palestine, 1200 Genève- Mention 1 million d'oliviers

CCP 17-766771-3

IBAN CH38 0900 0000 9187 9646 0

Exister c'est résister

La région d'Halul, près de la ville d'Hébron au sud de la Cisjordanie est réputée pour sa production fruitière et notamment pour son raisin. En raison des check points qui n'ont cessé de se multiplier depuis 2000, les fruits pourrissent régulièrement. Autrefois vendus en Israël, ils subissent un boycott organisé. Et il est quasi impossible d'exporter dans les pays voisins puisque

les frontières ne sont pas sous autorité palestinienne. Découragés, certains producteurs ont renoncé à vendanger vu les prix dérisoires offerts sur un marché saturé. D'où le risque que ces terres leurs soient confisquées et bénéficient aux colonies israéliennes qui se développent fortement dans la région.



Dégustation de jus de raisin par la coopérative Al Sanabel.

Pour faire obstacle à cette politique, la coopérative Al Sanabel a choisi de transformer une partie de ces fruits pour en faire du jus afin de pouvoir mieux le conserver et en retirer une plus valeur. Ce projet a été soutenu dès 2007 par des organisations de solidarité en France qui, dans un premier temps, ont permis l'achat d'une presse, un matériel d'embouteillage permettant de démarrer la production de jus de raisin pasteurisé et de jus concentré consommable.



A terme, la coopérative espère traiter 10% de la production locale soit 7'000 tonnes de raisins. Dès 2011, des travaux de construction d'un atelier et l'installation de cuves inox, d'un pressoir pneumatique, d'un générateur et d'une machine à pasteurisation ont démarré et son en voie de finalisation. Les producteurs souhaitent vivre de leur métier et faire maintenir une production viticole de plusieurs siècles sur cette terre.

Pour soutenir la Coopérative Al Sanabel Collectif Urgence Palestine, 1200 Genève- Mention SANABEL CCP 17-766771-3

Valentina Hemmeler Maïga

GRANDES CULTURES

Filières pains équitables: comment dépasser la micro-démarche?

Un groupe de réflexion sur la filière pain est né à Genève. Il essaie d'analyser les différentes conditions et problématiques de la filière. Il constate que les boulangers sont dans une situation encore pire que les paysans, pris à la gorge avec un travail aux horaires impossibles. Les boulangers artisans meurent sous la pression des grands distributeurs et des grandes chaînes de boulangerie.

Ce groupe se questionne sur le nombre de consommateurs nécessaires pour faire vivre une boulangerie de quartier? Par exemple 200 familles qui s'engageraient à consommer leur pain dans cette boulangerie? Il serait possible d'alléger le fardeau du boulanger en s'inspirant des paysans-boulangers français qui préparent leur pain pour qu'il soit frais en soirée et travaillent le jour et non la nuit. Néanmoins ce groupe bute sur certaines zones d'ombre de la filière industrielle, des questions pour lesquelles ils ne trouvent pas encore de réponses.

Se pose également la question de savoir si le paysan doit «s'approprier un nouveau métier», celui de meunier et investir dans des petits moulins artisanaux. En France, mais en Suisse également, une partie des moulins des paysans-boulangers sont faits par les frères Astrié qui fabriquent très lentement et artisanalement des moulins. Ce sont des anciens ouvriers de l'industrie automobile. Il faut être patient et attendre deux ans pour un avoir un. En Suisse nous avons pourtant d'excellents fabricants de machines, mais qui ne font plus des moulins qui permettent de prendre en charge de petites quantités... Ces moulins des frères Astrié sont conçus pour que le paysan mette sa céréale puis qu'ils puissent aller travailler dans les champs. Le moulin ne chauffe jamais. S'il y a un quelconque souci, il s'arrête.

Idéalement, il faudrait trouver des meuniers prêts à travailler en très étroite collaboration avec les paysans et ainsi conserver ce maillon de la chaîne.

Le groupe de réflexion comme des

membres de la commission grandes cultures d'Uniterre confirment que la «culture du pain» a disparu, tant chez les consommateurs que chez une part des boulangers qui, même si on leur propose une farine locale pour façonner un pain spécifique, proposent de faire du surgelé, du pré-cuit et ne réfléchissent pas beaucoup plus loin... C'est dur de trouver des boulangers artisans encore passionnés et prêts à prendre le risque d'une aventure partagée entre paysans-meuniers et boulangers.

Un autre angle à creuser est celui



des questions nutritionnelles, de qualité, du taux de gluten etc. Comment est-ce que du pain fait par des filières non industrielles peut répondre aux attentes des consommateurs devenus intolérants au gluten?

La question d'une certification parti-

cipative pour une filière dite équitable est également soulevée. Un groupe de personnes représentant les paysans, les boulangers, les meuniers et les consommateurs pourrait déterminer si une filière pain est équitable ou non. Le partenariat entre les différents corps de métier doit se faire sous la forme d'un contrat coopératif. Une solution pour 3 métiers. L'idée étant de prendre ses distances d'avec la chaîne d'industrialisation pour revenir à l'artisanal. Il faut remettre en place des outils de transformation sur les fermes ou à un niveau régional.

Le groupe de réflexion genevois souhaite s'enrichir de l'expérience de paysans, meuniers, boulangers, consommateurs, nutritionnistes ou diététiciens intéressés par cette thématique sur le plan suisse.

Intéressés? Appelez-nous!

Valentina Hemmeler Maïga

Une année compliquée qui appelle à redoubler d'inventivité

Temps capricieux, pluie au mauvais moment; bon nombre de céréales ont souffert de ces conditions.

Néanmoins, il faut éviter de céder à la panique et ne pas accepter de brader à bas prix des céréales panifiables au temps de chute quelque peu limite.

Cette année devrait être un test pour encourager les centres collecteurs à faire valoir leur savoir faire. A n'en pas douter, avec sérénité, il est possible de faire du bon avec des lots de qualités diverses.

Les centres collecteurs à leur tour ne doivent pas vouloir se débarrasser au plus vite des produits qu'ils reçoivent. En collaboration avec les meuniers, ils doivent être en mesure de tirer le meilleur d'une récolte moins «homogène» que d'habitude. Les paysans délégués doivent se mobiliser pour qu'il n'y ait aucune retenue sur des blés avec un temps de chute situé entre 180 et 220.

Si nous bradons nos produits dans la précipitation, les échelons en aval auront tôt fait de réclamer des importations pour combler le déficit indigène. Une bonne part du blé récolté est utilisable et n'a pas sa place dans un digesteur.

La solidarité entre producteurs doit aussi se réveiller. Ceux qui ont la malchance de se trouver dans des zones où la qualité du blé est médiocre ne doivent pas subir de plein fouet la baisse de prix. Il n'y a pas à se réjouir que cette élimination de lots puisse laisser entrevoir une année sans déclassement organisé par la FSPC pour alléger le marché. Même critiquable, ce déclassement avait le mérite de répartir les frais sur l'ensemble des producteurs.

VHM

AGENDA

30 septembre:

Lancement de l'initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous».

2 octobre 2014:

Cultivons les courges ensemble. 18h, plaine de Plainpalais. Mise en place du plus grand tas de courges et distribution, récolte de signatures

11 octobre 2014:

«Meyrin, portes ouvertes sur le monde», conférences, débats, ateliers, brunch. Récolte de signatures

11 octobre 2014:

10h-16h: portes ouvertes à cultures locales - Dardagny

www.uniterre.ch => agenda

NEWSLETTER

Vous ne recevez pas encore la newsletter d'Uniterre?

www.uniterre.ch

Inscription dans la colonne de gauche, cadre jaune!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ?

Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal: Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat: Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75, Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse: Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.- Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»: Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande: Nicolas Bezençon, gvciande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre: Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe: Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch